
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 19/3 (1992)

DOI: 10.11588/fr.1992.3.57593

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

la capacité de rendement des »travailleurs de force« de l'industrie de guerre, où figurent d'ailleurs en chiffres élevés les femmes et les adolescents, voire des hommes alors considérés comme âgés.

De ce fait, grâce à l'action des entreprises elles-mêmes, qui contribuent incidemment à favoriser les marchés parallèles – et interdits, cette population sera moins touchée par les pénuries, qui suivent le flux des récoltes et du fonctionnement des multiples systèmes et organismes mis en place pour gérer la crise alimentaire.

Municipalités, industriels, autorités militaires et associations patriotiques joindront leurs efforts à ceux des organismes d'État qui tentent de faire accepter à une population accoutumée à une nourriture riche et variée, indice des progrès sociaux et de l'évolution des habitudes de vie, une alimentation médiocre en qualité, uniforme et insuffisante à tous égards: l'hiver 1916–1917 aura été le plus cruel, tout comme en France d'ailleurs. Toutes les inégalités sociales se répercuteront sur la quête et l'obtention d'une alimentation non pas uniquement efficace sur le plan nutritionnel, mais variée et agréable.

Les nombreuses reproductions »d'appels« à la population que l'auteur a retrouvées et qui émanent soit des autorités soit des diverses associations qui se sont créées, reflètent toutes ces contradictions et le discours – et sa terminologie – montrent qu'il s'agit d'une guerre que l'on mène à l'intérieur. L'Armée ne s'y est pas trompée et elle a constamment cherché à assurer un approvisionnement acceptable des centres industriels, voulant ainsi éviter d'éventuelles manifestations, voire des grèves, accompagnées de ralentissements de la production.

La sous-alimentation, mais aussi la dégradation du niveau de l'hygiène publique et privée, due aux restrictions en matière de savon et produits dérivés des graisses, ont marqué significativement enfants et adolescents, mais aussi femmes et vieillards, beaucoup plus fragiles. En outre, devant remplacer les hommes partis au front, cette population a dû s'astreindre à des tâches pénibles, dangereuses parfois, dans des conditions de travail hors normes qui ont aggravé leur état physiologique et favorisé l'apparition de maladies spécifiques, ou élevé le taux de mortalité. En 1918, la grippe espagnole a ainsi pu se propager facilement.

Si la propagande française a exploité cette situation à l'envi, rares étaient ceux qui ont connu la réalité qu'elle masquait, et les prisonniers de guerre qui, naturellement, ont souffert de la pénurie alimentaire générale, n'ont pas perçu ce qu'elle représentait pour les populations civiles.

Ceci nous amène à une remarque. Si Anne Roerkohl a su faire revivre les comportements primaires, et authentiques, de la population, elle semble avoir négligé un aspect cependant fondamental à nos yeux: l'effet sur les permissionnaires venant du front de cette situation et ce qu'ils ont pu en penser: le contrôle postal eût été à cet égard très édifiant.

Et, si comme l'écrit l'auteur, la crise alimentaire a contribué à affaiblir le moral de l'intérieur, cette fragilisation a-t-elle pu avoir une influence sur la désagrégation de l'armée allemande en 1918? La question reste ouverte.

Espérons que cette étude rigoureuse puisse être amplement connue et, justement, servir à édifier une véritable histoire comparative, encore lacunaire à tant d'égards.

Marcel SPIVAK, Vincennes

Henriette WOTTRICH, Auguste Kirchhoff. Eine Biographie, Bremen (Donat) 1990, 256 p. (Schriftenreihe Geschichte und Frieden, 1).

Auguste Kirchhoff (Asbach/Rhénanie, 1867 – Bremen, 1940) aurait pu se contenter de mener la vie d'une femme de la bourgeoisie hanséatique, dans une grande maison accueillante, entourée d'amis, parmi lesquels beaucoup d'artistes. Vie de femme comblée: une enfance idyllique, l'amour tel qu'en rêvent les jeunes filles, un mariage heureux, un rang social élevé, cinq enfants qu'elle sait écouter et traite en partenaires adultes, mais qui ne lui épargneront ni

soucis graves, ni angoisse. En se mariant, elle abandonne une formation de professeur de chant, mais la musique, surtout le chant, l'accompagneront toute sa vie, précieux refuge et réconfort.

L'auteur de cet ouvrage, petite-fille d'Auguste Kirchhoff, a eu la chance d'avoir accès à une grande partie de sa correspondance, à des notes personnelles, à des bribes de son journal, ce qui rend le livre encore plus attachant. Le pasteur Kalthoff, ami de la famille, humaniste et libéral, lui fait découvrir les écrits de Moritz von Egidy qui proclame une religion nouvelle, faite de tolérance et d'amour, face au dogmatisme étroit et figé du luthéranisme orthodoxe. Kalthoff lui parle également des droits civils et politiques dont sont dénués les femmes et c'est ce qui pousse Auguste, à l'âge de 37 ans, à adhérer à la section locale de la Ligue pour le droit de vote des femmes. Le 3^e Congrès des femmes social-démocrates qui vient de se dérouler à Bremen (1904) n'a pas manqué de susciter son intérêt, ainsi que la création, en 1905, de la Ligue pour la protection des mères par Helene Stöcker. Un an plus tard, Auguste crée dans sa ville de Bremen, une Association pour un foyer de la mère et du nourrisson – la mortalité des nourrissons est très élevée en Allemagne, les mères célibataires n'ont aucun recours, aucun soutien financier. La position sociale d'Auguste Kirchhoff (être la femme du président du Tribunal de Première Instance et membre du sénat, le conseil de la ville libre de Bremen) est à la fois un avantage et un handicap dans tout ce qu'elle entreprendra dorénavant; mais le soutien de son mari reste sans faille, même s'il critique parfois certains aspects trop véhéments de son engagement.

A partir de 1910, elle fait des conférences sur l'égalité des droits pour tous les Allemands, sur la situation des femmes et se sent très proche de celles qu'on appelle les «radicales» comme Minna Cauer, Anita Augspurg, Lida Gustava Heymann, autre «nordiste» célèbre, qui se situent à l'aile gauche du mouvement féminin bourgeois. Toutes ces femmes, trop individualistes pour se mettre sous la coupe d'un parti politique, revendiquent l'éducation politique des femmes, une nouvelle définition des relations hommes-femmes, un travail en collaboration avec eux, le seul moyen, disent-elles, d'aller vers un changement des mentalités. Pacifistes et internationalistes, l'éducation des enfants dans un idéal de paix est capitale. Puis c'est le grand choc de la guerre, «ce molosse qui dévore ce que nous avons de plus cher». Consternée par l'ivresse collective qui s'empare des hommes et des femmes, par les sacrifices imposés à ces dernières, elle est parmi les 28 Allemandes qui se rendent au Congrès de la Ligue Internationale des Femmes pour la Paix et la Liberté, à la Haye, en mai 1915 et demandent la cessation rapide des hostilités, ainsi que le droit de vote, susceptible, selon elles, de faire pencher la balance vers la paix. A son retour des Pays-Pas, une campagne de haine et de calomnies se déchaîne contre Auguste Kirchhoff, les femmes patriotes lancent des pétitions contre elle, son courrier est censuré. Bien qu'elle en soit profondément affectée, elle ne continue pas moins son travail pour la coéducation, pour la suppression de la clause du célibat pour les femmes fonctionnaires, pour la paix. Auguste Kirchhoff, une révolutionnaire? Elle refuse tout bouleversement teinté de communisme, condamne la terreur, l'effusion de sang, revendique le changement par des élections libres et l'éducation des masses.

Après le Congrès de Zurich (1919) de la Ligue Internationale des Femmes pour la Paix, et jusqu'en 1933, elle en est l'une des responsables les plus actives en Allemagne et crée la section locale de Bremen avec Rita Bardenheuer. Son activité reste intense: tournées de conférences dans des conditions souvent difficiles en Allemagne et à l'étranger, nombreuses réunions avec la Deutsche Friedensgesellschaft, donner des cours de chant et trouver des locataires, car il faut bien vivre (Heinrich Kirchhoff, à la retraite depuis 1924, meurt en 1929). Ses conférences sont constamment troublées par des groupes d'extrême droite, quel qu'en soit le sujet: la politique nataliste, le contrôle des naissances, la prostitution, l'antisémitisme, et surtout, la montée du nazisme et le danger d'une nouvelle guerre, sujets qu'elle reprend dans ses nombreux articles de journaux.

A partir des années 1930, les forces déclinent rapidement, elle quitte rarement la maison.

A-t-elle réalisé l'ampleur de la catastrophe qui s'est abattue sur l'Allemagne depuis 1933, trop perturbée par ses propres souffrances? C'est sans doute mieux ainsi, elle ne l'aurait pas supportée. »Lorsqu'on s'engage pour un idéal«, avait-elle écrit à sa fille Else, en 1816, »on ne peut plus s'en défaire comme d'un vêtement, sans que cela s'accompagne d'une cassure intérieure. Je ne veux plus de retour au ménage et à la chambre des enfants; avançons et luttons côte à côte avec les hommes dans l'éducation des enfants pour le bien, pour la paix, pour la vérité, pour qu'ils apprennent à marcher droit et à ne pas ramper.«

Marianne WALLE, Calais

Françoise THÉBAUD, *Quand nos grand-mères donnaient la vie. La maternité en France dans l'entre-deux-guerres*, Lyon (Presses Universitaires de Lyon) 1986, 315 S. (Collection Médecine et Société).

Frauen- bzw. Geschlechtergeschichte tritt langsam aus ihrem Schattendasein heraus. Die gesellschaftlich immer noch bevorzugte Rolle der Frau als Mutter fand bisher entweder unter ideologischen Gesichtspunkten – in der Bundesrepublik bedeutet das die pervertierte Mutterideologie der Nationalsozialisten – oder aber unter demographischem Aspekt Interesse. Ganz selbstverständlich stand dabei am Anfang das Kind ... Was ist aber mit dem Verlauf der Schwangerschaft und dem Geburtsvorgang selbst? Diese Aspekte einer speziell weiblichen Erfahrungswelt wurde in der bisherigen historischen Forschung fast gänzlich ausgeklammert. Die vorliegende Arbeit von Françoise Thébaud versucht nun, diesem Defizit entgegenzuwirken. Für die Autorin sind Mutterschaft, Schwangerschaft und Geburt kulturell determiniert und unterliegen somit historischen Veränderungen. Als ein Beitrag zur Frauen-, Medizin- und Mentalitätsgeschichte geht es Thébaud in erster Linie um die Geschichte des »In-die-Welt-Setzens« eines Kindes – allenfalls die direkt anschließende Säuglingspflege wird mitberücksichtigt. Der regionale Schwerpunkt der Arbeit liegt auf Paris. Hier war der Ort der größten Veränderung, hier entstanden die Modellcharakter besitzenden Entbindungskliniken der 20er Jahre. Die zeitliche Eingrenzung umfaßt die Jahre zwischen den Weltkriegen: Eine Zeit der wirtschaftlichen Instabilität und Faschismusängste; in Frankreich auch eine Zeit des Neomalthusianismus, der in Überbevölkerung die Ursache von Elend und Krieg sah und deshalb Geburtenbeschränkung propagierte. Die sinkende Geburtenrate wurde staatlicherseits nicht nur durch finanzielle Mittel zu heben versucht: Bereits 1913 wurde bezahlter Mutterschaftsurlaub eingeführt, der 1930 auf 12 Wochen ausgedehnt wurde. Ideologisch sollte die 1920 erstmals verliehene Muttermedaille helfen; das Denkmal der Mütter am Boulevard Kellermann entstand 1938 nach Berliner Modell. Beides blieb jedoch ohne Erfolg.

In die Zwischenkriegszeit fällt auch die Verbesserung des staatlichen Gesundheitswesens. 1930 wurde u. a. die Krankenversicherung eingeführt. Zusammen mit medizinischen Fortschritten reduzierte sich die Säuglingssterblichkeit von 10% (1920) auf 7% (1934). Schwangerschaft und Geburt war für Frauen immer ein lebensgefährliches Risiko. Dieses Risiko begann in modernen Entbindungskliniken wie dem Pariser Baudelocque, das gleichzeitig Forschungszentrum war, langsam zu sinken. In der Geburtshilfe wurde Schwangerschaftsversorgung zum wichtigsten Bestandteil des Mutter- und Säuglingsschutzes. Um diese ausbauen und kontrollieren zu können, mußte die medizinische Geburtshilfe eine Hospitalisierung anstreben. Die Folge dieser Entwicklung war eine drastische Abnahme der Hausgeburten – und damit verbunden eine Krise des Hebammenwesens. Während 1920 in Paris 34% der Frauen in der Klinik entbanden, waren es 1939 bereits 68%. Auf dem Land war dieser Trend natürlich weniger deutlich, da von den 495 Entbindungskliniken im Jahre 1935 in Frankreich die meisten städtisch angesiedelt waren.

Der m. E. nach interessante und innovative Teil der Studie von Françoise Thébaud folgt jetzt. Die Autorin nimmt nämlich einen Perspektivenwechsel vor. Sie erläutert die Rolle der